



# **PERSECUTIONS ET DISCRIMINATIONS DES CHRETIENS : UN DEFII A UN ORDRE MONDIAL JUSTE AU XXI SIECLE**

*Discours du président du DREE, le métropolite Hilarion de Volokolamsk à la conférence « Le respect mutuel et la coexistence pacifique comme conditions de la paix et de la stabilité interreligieuses : défense des chrétiens et des représentants d'autres religions » (7 mars 2017, Genève).*

*Honorables participants à cette conférence,*

Dans le monde contemporain, les persécutions massives contre les chrétiens, dont nous sommes les témoins, étonnent par leur ampleur. Au Proche Orient et en Afrique du Nord, les chrétiens sont expulsés de leurs terres natales, exterminés par des groupes extrémistes. Le patrimoine chrétien est détruit de la façon la plus barbare, la population chrétienne diminue rapidement dans ces régions.

Jusqu'à une date récente, l'ampleur des persécutions et des discriminations de chrétiens étaient passée sous silence, les organisations internationales préférant fermer les yeux. Il y a quatre ans, je suis intervenu lors de la réunion du III Comité de l'Assemblée générale de l'ONU, présentant un rapport sur les vexations et les discriminations dont les chrétiens sont victimes. La suite des événements a montré que mes craintes pour les chrétiens du Proche Orient, telles que je les avais énoncées, étaient justifiées.

Jusqu'à aujourd'hui, l'opinion est largement répandue que les chrétiens ne sont pas soumis à des persécutions organisées et ne font que souffrir des conséquences de la guerre au même titre que les autres. Cette opinion est profondément erronée. Sur les territoires contrôlés par les rebelles, les chrétiens sont, dans le meilleur des cas, forcés de vivre en citoyens de seconde zone, à condition de payer un impôt. Les chrétiens sont souvent tout simplement exterminés, sans la moindre pitié pour les femmes et les enfants. Il suffit de se souvenir des fosses communes ouvertes après la libération des villes de Sadad (en 2013) et d'Al-Qaryatayn (en 2016) en Syrie, contenant les corps de dizaines de chrétiens.

La situation de la communauté chrétienne d'Irak est tout aussi difficile. Depuis 2003, cette population a été divisée par dix. Les analystes prévoient que les chrétiens auront prochainement pratiquement tous quitté la région. En Lybie, dans un contexte d'absence de pouvoir et de chaos, les rares chrétiens à être restés sont exterminés les uns après les autres, comme l'ont rappelé les exécutions publiques des

disciples du Christ en 2015. Les extrémistes poursuivent et assassinent les chrétiens par familles entières. A Syrte, à la fin de l'année 2014, un couple a été tué avec sa petite fille. En Syrie, en 2011, le nombre de chrétiens était descendu à moins de la moitié du chiffre initial. On ne sait toujours rien du sort des métropolitains d'Alep Paul (Yazidji) et Grégoire Jean (Ibrahim). Au Nigéria et dans d'autres pays d'Afrique, les rebelles tuent les chrétiens par villages entiers.

Les extrémistes s'attachent à détruire les sanctuaires chrétiens et toute symbolique religieuse. Il suffit de se rappeler les terribles cadres des blasphèmes perpétrés dans les antiques églises de Maaloula en Syrie : les rebelles ont détruit les croix des coupes, lacéré et brûlé les icônes, profané les autels et les reliques des saints. En Irak, les croix de la façade du monastère Saint-Georges et celles des portes des églises et des cimetières ont été détruites.

En 2015, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté une déclaration « Pour soutenir les droits des chrétiens et d'autres communautés, en particulier au Proche Orient ». Le Parlement européen et plusieurs leaders des pays d'Europe se sont prononcés en faveur des chrétiens. Aux États-Unis, après de longues discussions, la terreur que fait régner Daesh sur les chrétiens a enfin été reconnue comme un génocide. Cependant, aujourd'hui, pour conserver le peu de ce qu'il reste de christianisme au Proche Orient, il faut plus que des mots, il faut des actes.

Pour donner une réponse adéquate aux défis de l'extrémisme, on ne peut pas ne pas prendre en compte l'importance du facteur religieux dans les conflits modernes. Selon les spécialistes, de 1960 à 1990, le nombre de guerres civiles inspirées par le facteur religieux a augmenté, passant de 20% à 43%. Au Proche Orient et en Afrique du Nord, ces 35 dernières années, le nombre de conflits armés ayant des aspects religieux comme toile de fond, a augmenté de 75%. Selon les données du centre de recherches américain PEW, entre 2011 et 2014, les persécutions religieuses n'ont fait qu'augmenter. Ces dernières années, les chiffres ont un peu baissé, mais le terrorisme à masque religieux est en hausse significative. Le nombre de pays touchés par ce phénomène a augmenté, passant en trois ans de 73 à 82<sup>1</sup>. La baisse enregistrée est due au fait que les terroristes ont déjà obtenu l'exode de la majeure partie de la population chrétienne, chassée des territoires qu'ils contrôlent.

Les poursuites contre les chrétiens à cause de leur religion sont l'un des facteurs les forçant à quitter leurs terres natales. Un sondage réalisé auprès de chrétiens réfugiés d'Erbil en Irak en 2015-2016 a démontré que sur 80 000 personnes, moins de la moitié avait l'intention de retourner au pays. La plupart envisagent l'émigration, la situation sociale et politique en Irak ne laissant aucun avenir aux minorités religieuses <sup>2</sup>.

Je citerais plusieurs exemples concrets décrivant la situation actuelle des chrétiens, tels que nous les rapportent les représentants du clergé chrétien dans ces régions. La situation humanitaire est

particulièrement catastrophique dans la dite Vallée des chrétiens (Wadi Al-Nassar), en Syrie. Plus de 200 000 personnes souffrent du manque d'eau, de nourriture et d'électricité. Les organisations humanitaires sont pratiquement absentes de cette contrée. Les chrétiens orthodoxes se sentent abandonnés à leur sort. Pourtant, la Vallée des chrétiens est considérée comme un lieu relativement favorable aux chrétiens, dans la mesure où il n'y a pas de rebelles.

Dans la vallée de la rivière Kabour, au Nord-Est de la Syrie, les rebelles de l'État islamique ont pris l'an dernier plusieurs dizaines de villages chrétiens, détruisant de nombreuses églises et chassant les civils. Lorsque la région a été libérée des rebelles, presque aucun habitant n'est revenu sur ses terres, les extrémistes ayant détruit tout ce qui était cher et sacré pour les chrétiens.

Dans ce contexte, il faut souligner l'importance des sanctuaires chrétiens. Dans la vie religieuse, l'église est le lieu de la communion avec Dieu, le centre de la vie spirituelle. Souvent, la communauté paroissiale est le noyau de villages entiers. L'infrastructure se développe autour de l'église. L'église est de fait le seul endroit où les gens se rassemblent, indépendamment de leur âge, de leur profession ou de leurs convictions politiques. La présence d'une église signifie pour les chrétiens qu'il leur est possible de regagner leur pays. J'aimerais attirer plus particulièrement l'attention des personnes ici présentes sur la nécessité de restaurer les églises au Proche Orient. Sans églises ouvertes, il sera difficile de parler de retour des chrétiens dans la région.

De par mes fonctions ecclésiastiques, je suis souvent amené à échanger avec les leaders religieux du Proche Orient, chrétiens, musulmans, Yézidis. Tous déclarent que l'intrusion des extrémistes dans les pays du Proche Orient est une menace pour la tradition multiséculaire de coexistence pacifique entre adeptes de différentes religions. La perte de la présence chrétienne au Proche Orient aura des conséquences irréversibles. La présence des chrétiens a toujours été une garantie de paix et de concorde interreligieuse. C'est pourquoi, dans les pays où les minorités religieuses sont persécutées, il faut œuvrer au développement d'un système de contrôle gouvernemental de l'observation de leurs droits, et le soutenir.

Les extrémistes foulent aux pieds les valeurs fondamentales de toutes les religions traditionnelles. Les terroristes s'arrogent le droit de disposer de la vie des hommes et de leurs destinées. Beaucoup sont convaincus que les rebelles qui commettent leurs méfaits aujourd'hui au Proche Orient et dans quelques autres régions du monde agissent au nom de leurs convictions religieuses. En réalité, ce n'est pas le cas : il n'existe pas de terrorisme islamique, pas plus qu'aucun autre terrorisme au nom de la religion. Aucune religion n'enseigne qu'il faut tuer, commettre des crimes et des attentats terroristes.

C'est ce dont témoignent d'une seule voix les leaders chrétiens, musulmans et hindous. Les chefs et les hauts représentants de l'université islamique Al-Askhar, de l'Organisation de la coopération islamique,

de la Direction aux affaires religieuses de Turquie se sont souvent prononcés en faveur des chrétiens du Proche Orient. Des forums pour la défense des chrétiens d'Orient ont eu lieu en Jordanie, au Maroc, au Liban.

Il faut aujourd'hui faire la propagande d'un dialogue interreligieux créatif en réponse à la popularisation de l'extrémisme. Il existe déjà de nombreux exemples de lutte efficace contre l'extrémisme utilisant le potentiel de la collaboration interreligieuse, notamment en Égypte, où les autorités s'attachent à créer un climat interreligieux sain dans la société. Cependant, la croissance de l'activité terroriste dans la région du Sinaï suscite de sérieuses inquiétudes, où des centaines de chrétiens ont dû quitter leurs maisons après une série d'attaques et des menaces émanant des terroristes.

La Russie peut donner l'exemple. Grâce à son inestimable expérience de coexistence pacifique des représentants des traditions religieuses sur le territoire de notre état pluriethnique, la société russe s'oppose fermement aux tentatives des extrémistes d'introduire leurs idées et de diviser la population selon des critères religieux.

Récemment, lors d'une réunion de la Commission pour la coopération internationale du Conseil présidentiel d'interaction avec les associations religieuses, il a été décidé de créer un groupe de travail pour l'acheminement d'une aide humanitaire au peuple syrien. Aussi bien des chrétiens que des musulmans font partie de ce groupe.

Les leaders religieux de Russie discutent régulièrement des problèmes sociaux d'actualité dans le cadre du Conseil interreligieux de Russie, créé en 1998. Le Conseil interreligieux de Russie, dans lequel je représente l'Église orthodoxe russe, est prêt à partager son expérience avec les organisations internationales.

Le 21 février, à Moscou, a eu lieu une réunion du présidium du Conseil interreligieux de Russie, consacrée à l'extrémisme et au terrorisme. Les leaders des religions traditionnelles en Russie ont déclaré d'une seule voix que l'extrémisme et le terrorisme ne pouvaient être religieux. Sa Sainteté le Patriarche Cyrille a souligné dans son allocution qu'il ne suffisait pas de condamner ces phénomènes. En en déterminant la nature, il importe de comprendre pourquoi l'idéologie extrémiste est si attrayante, en particulier pour les jeunes. Le radicalisme est une réponse logique aux normes sécularistes agressivement imposées à la société. La population du Proche Orient est majoritairement religieuse et attachée aux valeurs traditionnelles. Face aux tentatives entreprises par les pays étrangers pour diviser le Proche Orient en sphères d'influence, la population réagit en protestant. Une politique économique à court terme, ayant provoqué l'appauvrissement des populations du Proche Orient au profit d'autres états, fait également sentir ses conséquences. Ces facteurs, ajoutés à l'ignorance religieuse, font le terrain des recruteurs, qui attirent dans les rangs des organisations extrémistes et terroristes de

nouveaux adeptes, généralement des jeunes.

L'éducation religieuse, envisagée comme instrument efficace de prévention de l'extrémisme, peut se révéler d'une grande actualité. L'approfondissement et l'élargissement des connaissances sur sa propre religion, ainsi que l'étude des bases d'autres traditions religieuses préserveront quantité de gens des filets des extrémistes. Si les communautés religieuses s'engagent dans cette voie, on parviendra à de meilleurs résultats.

Le dialogue interculturel joue aussi un rôle important dans la prévention de l'intolérance. Les traditions de bon voisinage et de coopération entre religions et communautés ethno-religieuses font partie du patrimoine culturel de nombreux pays. La communauté européenne a pris une autre voie, en choisissant un modèle d'unification culturelle, de nivellement des divergences. Ce modèle ne laisse pratiquement aucune place aux religions. La liberté religieuse est limitée en Europe occidentale, laissant s'accumuler un potentiel de protestations. Cette approche ne convient naturellement pas aux croyants de différentes religions, d'esprit conservateur. La question se pose désormais de l'adaptation socio-culturelle des migrants, les cas d'attaques contre des leaders religieux sont devenus fréquents. Nous parlons souvent d'extrémisme, mais nous analysons rarement les raisons de sa popularité. Il est pourtant la réaction des croyants à des normes laïcistes qui leur sont imposées, à la légalisation du vice et de l'immoralité.

Afin d'établir une paix interreligieuse solide, il faut partir d'un modèle de relations correspondant aux représentations des fidèles de toutes les religions traditionnelles sur la justice. En même temps, il est nécessaire de donner aux gens la possibilité de rester eux-mêmes, de conserver leur identité culturelle et religieuse.

Le mépris du don sacré de la vie, les persécutions massives, les assassinats d'innocents sont inacceptables du point de vue tant des religions que du droit international. Les persécutions cruelles dont sont victimes les chrétiens sont un exemple de violation brutale des droits de l'homme dans le monde contemporain. La situation des chrétiens persécutés doit donc susciter le souci de la communauté internationale, notamment des organisations internationales. La coopération dans le domaine de la défense des chrétiens doit être envisagée comme un défi pour le monde civilisé. Il est temps que les leaders religieux et politiques s'unissent et coordonnent leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme, mettant l'accent sur la défense des chrétiens dans les pays du Proche Orient et d'Afrique. Les représentants des religions traditionnelles doivent être inclus dans toutes les initiatives en faveur de la paix et dans les initiatives politiques touchant aux intérêts des communautés religieuses. Il ne s'agit pas de taire le rôle des chrétiens dans l'observation d'un équilibre dans les relations interreligieuses.

On ne peut pas lutter contre l'extrémisme sans tenir compte de l'expérience religieuse des gens. Pour cela, il faut se trouver à l'intérieur de la tradition religieuse, conserver un lien vivant avec les

composantes spirituelles de la religion. Seul un homme fort d'une expérience religieuse personnelle peut mettre en évidence et prévenir les sentiments radicaux dans les milieux croyants.

La situation en Ukraine suscite également de profondes préoccupations. Dans ce pays, il existe plusieurs groupes se dénommant « églises orthodoxes ». Un seul, l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou, est l'Église canonique, reconnue par toutes les Églises orthodoxes locales et par l'Église catholique romaine.

Aujourd'hui, l'Église orthodoxe ukrainienne canonique du Patriarcat de Moscou est soumise à des vexations systématiques. Ses églises lui sont retirées, sous couvert d'un mécanisme de soi-disant référendums, en réalité fictifs : les représentants de groupements schismatiques s'introduisent dans un village et font valoir leurs prétentions sur la propriété de l'église. Ils en chassent les paroissiens auxquels l'église appartenait depuis des décennies. Il y a eu plusieurs cas où les fidèles ayant refusé de remettre leur bâtiment culturel aux mains des schismatiques ont été obligés de se barricader dans l'église et d'y rester plusieurs jours sans nourriture et sans eau.

Plusieurs dizaines d'églises en Ukraine ont ainsi fait l'objet de raids semblables, et la Rada a proposé plusieurs initiatives législatives pour légaliser cette pratique. Nous sommes catégoriquement opposés à ces évidentes violations des droits des fidèles, qui se produisent sous nos yeux, et nous appelons l'Organisation des Nations Unies à y prêter attention.

J'aimerais également brièvement mentionner les violations des droits des chrétiens et de différentes minorités religieuses en Europe aujourd'hui : on interdit, par exemple, aux croyants de telle ou telle tradition chrétienne de porter une croix, ou bien d'autres formes de discrimination se mettent en place. Il est essentiel que l'Europe donne l'exemple de la tolérance et de l'interaction interreligieuse. Il ne s'agit pas de taire les traditions religieuses ou de mettre à l'écart l'appartenance des personnes à telle ou telle tradition religieuse, mais de permettre à chacun de confesser librement sa foi.

J'espère que la communauté internationale et les leaders religieux manifesteront leur volonté de défendre les chrétiens persécutés au Proche Orient et en Afrique, ainsi que de mettre fin aux cas de violation des droits des chrétiens qui se produisent dans d'autres régions du monde.

---

<sup>1</sup> *Trends in Global Restrictions on Religion*. <http://www.pewforum.org/2016/06/23/trends-in-global-restrictions-on-religion/>

<sup>2</sup> Доклад «No Way Home: Iraq's Minorities on the Verge of

*Disappearance»*. <http://minorityrights.org/publications/no-way-home-iraqs-minorities-on-the-verge-of-disappearance/>

---

Source: <https://mospat.ru/fr/news/48659/>